

# Les dynamiques de l'engagement anti-nucléaire en France après la catastrophe de Fukushima. Rupture ou continuité des modalités d'action dans l'espace public ?

Mikael Chambru

► **To cite this version:**

Mikael Chambru. Les dynamiques de l'engagement anti-nucléaire en France après la catastrophe de Fukushima. Rupture ou continuité des modalités d'action dans l'espace public?. Journées doctorales Crises critiques : un sujet, une posture, une écriture en dialogue, École des hautes études en sciences sociales (EHEES), Dec 2012, Paris, France. hal-01191629

**HAL Id: hal-01191629**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01191629>**

Submitted on 2 Sep 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IIAC – EHESS/CNRS

## CRISES CRITIQUES.

*Un sujet, une posture,  
une écriture en dialogue.*



Photographie de Peter Funch, *Exigent State* © PETER FUNCH 2011

*Actes des 3èmes journées doctorales de l'Institut  
Interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain.  
EHESS, Paris, 12 - 13 décembre 2012*

[www.iiac.cnrs.fr](http://www.iiac.cnrs.fr)

Institut  
Interdisciplinaire  
d'Anthropologie  
du Contemporain **iiac**

LAIOS - Laboratoire d'anthropologie des institutions  
et des organisations sociales

CENTRE EDGAR-MORIN  
LAHIC

LECOLE  
DES HAUTES  
ETUDES  
SCIENTES  
SOCIALES



## **Les dynamiques de l'engagement anti-nucléaire en France après la catastrophe de Fukushima.**

*Rupture ou continuité des modalités d'action dans l'espace public ?*

Mikaël CHAMBRU

Université de Grenoble, GRESEC

Contact : [mikael.chambru@u-grenoble3.fr](mailto:mikael.chambru@u-grenoble3.fr)

Le 11 mars 2011, l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima engendre un processus de décrédibilisation et de brouillage de l'image de l'énergie électronucléaire, transformant alors très rapidement cet accident en une crise internationale. Cette catastrophe nucléaire n'est pas une simple tragédie d'origine naturelle, pas plus qu'une défaillance d'un système technologique face à une situation imprévue, mais un accident de la civilisation industrielle remettant en cause le mythe du progrès et de la sécurité de la rationalité technique (Beck, 2011). Dès lors, cette crise serait, bien plus encore que celle relative à la catastrophe de Tchernobyl, l'un des plus grands reconfigurateurs du secteur nucléaire depuis plusieurs décennies ouvrant la voie à une nouvelle ère de contestation de l'atome civile :

*« Le propre d'un puissant reconfigurateur est non seulement de modifier en profondeur les jeux d'acteurs et d'arguments qui marquent les controverses et les conflits engendrés par une technologie, mais de transformer l'angle de vision des futurs, introduisant une sorte de brisure dans l'espace des conjectures et des modèles. Il crée de toutes pièces un point d'irréversibilité, autrement dit une violente bifurcation » (Chateauraynaud, 2011)*

Cette crise se révèle donc être une opportunité politique pour la mouvance anti-nucléaire française – « *il y a désormais un avant et un après Fukushima* » – pour remettre en cause le consensus dominant sur les bienfaits de l'atome civil (Chambru, 2012) au sein d'un espace public sous l'emprise des normes techno-scientifiques (Bodin & Chambru, 2012). S'ouvre alors une séquence de mobilisation anti-nucléaire qui va notamment se traduire par l'organisation de trois performances contestataires et médiatiques d'envergure nationale : les manifestations régionales du 15 octobre 2011, le camp *Valognes Stop Castor* le 23 novembre 2011 et la *Chaîne humaine* du 11 mars 2012. Les journalistes, et bien souvent les militants

eux-mêmes, annoncent à ces occasions l'avènement d'une génération spontanée d'opposants ayant décidé de bousculer les routines contestataires de la mouvance anti-nucléaire pour inventer des formes d'actions collectives considérées comme inédites. Mais au-delà de cette apparente nouveauté, assiste-t-on véritablement à de nouvelles modalités d'action dans l'espace public ? S'agit-il d'une rupture ou d'un simple rebondissement dans une vague contestataire plus large ?

En s'appuyant sur notre travail de thèse en cours qui vise à analyser les dynamiques contestataires du programme électro-nucléaire français de 1971 à 2012, notre communication se propose de montrer que nous assistons plutôt à un prolongement d'une dynamique ancienne et des rapports de force qui l'animent. Nous envisageons ici la production discursive des mouvements sociaux comme un domaine faisant partie intégrante de la pratique contestataire, la dichotomie entre action et communication correspondant à une distinction fonctionnelle et normative entraînant une lecture artefactuelle des phénomènes sociaux (Chambru, 2012). Il s'agit donc d'analyser et de décrypter la capacité d'adaptation et de réappropriation de cette crise par les militants anti-nucléaires en s'intéressant aux pratiques effectives, individuelles et collectives, ainsi qu'aux logiques d'acteurs et aux stratégies communicationnelles déployées. Autrement dit, la notion de crise est ici envisagée comme étant à la fois un catalyseur et un révélateur (Morin, 1968) de mutations en cours s'opérant sur le temps long des dynamiques de l'engagement anti-nucléaire au sein de l'espace public.

### **Du mouvement anti-nucléaire à la mouvance anti-nucléaire**

Dans les années quatre-vingt, la sociologie des mouvements sociaux envisageait que chaque type de société était composé d'un mouvement social central proposant une analyse sociale et incarnant un projet de changement social (Touraine, 1980). C'est à partir de cette conception d'inspiration marxiste qu'elle a cherché en vain à savoir si la vague contestataire du programme électro-nucléaire français s'apparentait simplement à des réactions anti-nucléaires ou si elle pouvait conduire à la formation d'un mouvement anti-nucléaire occupant la même place centrale que le mouvement ouvrier et annonçant l'avènement d'un nouveau type de société (Touraine, 1981). Cette conception visant à décider par anticipation ce qui est ou non un mouvement social a été fortement critiquée, notamment du fait de son appréhension trop restrictive et complètement déconnecté de la réalité des luttes sociales et du fait de son prophétisme sociale (Mathieu, 2010).

En pratique, la critique sociale de l'atome civil telle qu'elle se déploie dans l'espace public ne correspond pas un mouvement unifié sur la base d'une unique revendication, sauf à donner *a priori* une définition de l'action militante et à écarter les multiples relations d'interdépendances nouées à l'intérieur du monde social. Dès lors, plutôt que de rechercher dans ces dynamiques contestataires les aspects normatifs d'une construction idéale typique d'un mouvement social orientée par des notions et des concepts figés, nous proposons de saisir les expériences sociales telles que vécues par les militants anti-nucléaires. Il s'agit donc d'envisager les mouvements sociaux comme des phénomènes sociaux collectifs, conflictuels et orientés vers le changement social :

*« La catégorie de mouvement social est ici envisagée comme une catégorie pratique, comme l'enjeu d'une lutte entre agents pour l'imposition de la définition du mouvement social la plus conforme à leurs intérêts ou croyances » (Mathieu, 2012)*

Ainsi, ce que le sens commun désigne par « mouvement anti-nucléaire » correspond en réalité à un amas d'acteurs sociaux partiellement structurés/morcelés, aux contours imprécis, diffus et mouvants, au sein duquel se déploient des logiques d'acteurs, des temporalités, des enjeux et des tactiques hétéroclites qui s'opposent, se mêlent et s'adjoignent. La mouvance anti-nucléaire n'est donc pas une, mais multiple. Sans se référer forcément à une mouvance idéologique ou à un projet politique précis, elle rejette l'état actuel de la société et souhaite contribuer à son bouleversement radical, notamment sur les questions énergétiques. Historiquement, le sens et les objectifs de la lutte ont toujours été le produit de la concurrence à laquelle ses différentes composantes se livrent en son sein pour imposer leur propre définition de la lutte. C'est d'ailleurs de cette conflictualité et de cette cohabitation des confrontations tactiques sur le terrain qu'a historiquement émergé une dynamique contestataire d'envergure du programme électro-nucléaire.

### **Le dévoilement de logiques d'acteurs historiquement ancrées**

L'irruption inattendue de l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011 va bousculer ces différentes logiques d'acteurs en même temps qu'il va les révéler, ces dernières évoluant en fonction des contraintes situationnelles et des opportunités politiques. Premièrement, nous observons la résurgence d'une mouvance « immédiatiste » via les manifestations régionales du 15 octobre 2011 organisée en marge du *Réseau sortir du nucléaire*. Il s'agit bien d'une résurgence et non d'une émergence de cette revendication d'un arrêt immédiat du nucléaire, puisqu'elle est notamment défendue depuis plusieurs années par le *Comité Stop-Nogent*. Ce

fut d'ailleurs la raison pour laquelle ce dernier, tout comme d'autres collectifs anti-nucléaires, ne participa pas à la création du *Réseau sortir du nucléaire* en 1997. Nous retrouvons également ce désaccord stratégique dès l'émergence de la mouvance anti-nucléaire dans les années soixante-dix entre les tenants d'un moratoire sur les projets de construction de centrales nucléaires et les tenants d'un arrêt pur et simple du programme électro-nucléaire. Cette résurgence d'une mouvance « immédiate » va de pair avec l'affirmation de la logique communicationnelle du *Réseau sortir du nucléaire*, notamment visible à l'occasion de la *Chaîne humaine* du 11 mars 2012, qui a de plus recours à la professionnalisation et aux techniques de communication marketing, tendant alors à se rapprocher de celle mise en œuvre par *Greenpeace* (Dacheux, 1997) et par l'ensemble de la mouvance écologiste (Ollitrault, 1999) depuis la fin des années soixante-dix. Autrement dit, le *Réseau sortir du nucléaire* ne s'est pas emparé de la catastrophe nucléaire de Fukushima pour bousculer ses capacités expressives et son potentiel de résistance, mais a plutôt prolongé et inscrit durablement ses stratégies de communication au sein de la mouvance anti-nucléaire. Là encore, il ne s'agit pas d'une rupture puisque ce choix tactique a été initié dès le début des années quatre-vingt par les *Européens contre Superphénix* en réponse à l'évolution des contraintes exogènes à la mobilisation.

Deuxièmement, nous observons le retour d'une mouvance d'influence libertaire dans la lutte anti-nucléaire via le camp *Valognes Stop Castor* le 23 novembre 2011. Elle va se saisir, non sans divergences, de l'opportunité politique offerte par la situation de crise engendrée par la catastrophe nucléaire de Fukushima. Cette crise va alors accentuer une convergence initiée quelques années plutôt entre divers réseaux issus de cette mouvance d'influence libertaire, qui est elle-même partie prenante, de façon plus ou moins intense, de la lutte anti-nucléaire depuis son lancement. Cet avènement, dont les trajectoires personnelles et l'évolution de la vague contestataire laisse à penser qu'il aurait eu lieu tôt ou tard, ne doit pas non plus faire oublier que d'autres tentatives aux objectifs similaires l'ont précédé et ont connu des fortunes diverses. En 1987 d'abord avec le comité *Irradiés de tous les pays, unissons-nous !* lancé suite à la catastrophe de Tchernobyl ; au début des années quatre-vingt-dix ensuite avec *l'Association contre le nucléaire et son monde* ; en 2004 enfin avec la *Coordination nationale contre la société du nucléaire*. Par contre, ce qui différencie *Valognes Stop Castor* de ces précédentes initiatives, c'est de ne pas définir *a priori* et de façon restrictive les façons de faire collectif et de militer contre le nucléaire, et ainsi permettre à chaque militant anti-nucléaire de trouver sa place dans la lutte.

### **Le dissentiment rituel des stratégies de communication**

En situation, ces logiques d'acteurs se révèlent être interdépendantes les unes avec les autres au sein de la mouvance anti-nucléaire. Elles ne doivent donc pas être envisagées comme une vision binaire attribuant un ensemble de vices ou de vertus, selon les points de vue, à l'une ou l'autre des postures – sauf à construire une nouvelle fois des idéaux-types contestataires déconnectés des pratiques ordinaires des militants anti-nucléaires – mais selon une vision plurielle, complexe et transversale des relations d'interdépendance entre les militants anti-nucléaires et leurs logiques respectives. En pratique, c'est vis-à-vis de ces logiques d'acteurs que les opposants à l'atome civil se positionnent, forment des coalitions et établissent leurs stratégies de communication :

*« Chaque acteur possède donc un terrain d'ancrage privilégié où il constitue son identité propre, trouve sa légitimation constitutive, articule sa rationalité d'action, tout en se propageant par des argumentations et des stratégies qui lui sont propres dans la sphère publique » (Sénécal, 2004)*

Cette élaboration des stratégies de communication n'est donc pas simplement assujetti par les contraintes exogènes à la mobilisation que sont les cadres et les normes dominantes de l'espace public et l'adaptabilité permanente de la gouvernance de la contestation par l'Etat. Elle est également sujet aux contraintes endogènes à la mobilisation, c'est-à-dire aux tiraillements, aux négociations, aux rapports de force interne et aux croyances symboliques à l'oeuvre chez les militants anti-nucléaires, mais aussi l'irréductible tension entre la recherche permanente, la promotion collective et la défense d'objectifs délibératifs et participatifs, l'urgence d'agir et la recherche d'efficacité face au lobby nucléaire (Ion & all., 2005). Là encore, la crise post-Fukushima apparaît comme un catalyseur et un révélateur de ces dilemmes stratégiques historiquement ancrées au sein de la mouvance anti-nucléaire. Ainsi, elle ne génère pas en elle-même une rupture, une nouveauté dans l'élaboration des stratégies communicationnelles mais provoque plutôt un bousculement du rapport de force institué.

Ce dissentiment rituel des stratégies de communication peut être analysé de façon dynamique au croisement de trois axes : la nature des enjeux de la mobilisation, les choix d'identifications des militants dans l'espace public et les revendications portées qu'ils portent. Chaque axe étant borné par deux pôles d'un continuum entre lesquels s'inscrivent et fluctuent les engagements réels des militants anti-nucléaires. Sur le premier axe, les enjeux sont essentiellement constitués entre d'un côté la dimension politique de contestation du

programme électro-nucléaire - « *lutter contre le nucléaire, c'est lutter pour un autre type de société* » - ; et de l'autre la dimension sanitaire et sociale - « *face au risque de catastrophe, il faut arrêter le nucléaire indépendamment des conséquences politiques* ». Sur le second axe, les choix d'identifications dans l'espace public sont essentiellement constitués entre d'un côté la figure du militant luttant conjointement pour la sortie du nucléaire et la prise en compte de la question du dérèglement climatique ; et de l'autre la figure du militant luttant d'abord et avant tout pour l'arrêt de l'industrie du nucléaire du fait de sa dangerosité. Sur le troisième axe, les revendications portées dans l'espace public sont essentiellement constituées entre d'un côté la revendication d'une sortie progressive du nucléaire en plusieurs années ; et de l'autre la revendication d'un arrêt immédiat du nucléaire.

### **Le caractère routinier des choix tactiques de mise en visibilité**

Au-delà de ce dissentiment rituel des stratégies de communication, les multiples logiques d'acteurs à l'oeuvre au sein de la mouvance anti-nucléaire prennent forme dans des performances contestataires diverses, sans pour autant être exclusives les unes par rapport aux autres. Ainsi, ces divergences stratégiques coexistent de façon diachronique tandis que les militants anti-nucléaires naviguent et puisent, en fonction de la localisation de ces priorités, dans les différentes manières d'investir la lutte défendues par chaque amas d'acteurs sociaux. Ce choix tactique des performances est également sous l'emprise d'une croyance : la mobilisation doit être innovante pour être efficace. Intériorisée par les militants anti-nucléaires, cette contrainte de l'innovation permanente a été à l'oeuvre suite à la crise engendrée par la catastrophe nucléaire de Fukushima. Il s'agit d'une adaptation à l'impératif du temps médiatique, à l'exigence de la célébration de la nouveauté par les médias (Mathieu, 2012). Or, ce surgissement de l'inédit et cette apparente nouveauté ne tiennent pas lors que nous la confrontons aux pratiques effectives des militants anti-nucléaires et que nous la réinscrivons dans le temps long de la critique sociale du nucléaire.

Ainsi, la *Chaîne humaine* du 11 mars 2012 n'a rien d'inédit contrairement à ce que le *Réseau sortir du nucléaire* a pu affirmer : une chaîne humaine avait déjà été réalisée en 1997 contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire de type EPR au Carnet, près de Nantes. Il en est de même pour le camp *Valognes Stop Castor* du 23 novembre 2011 : le choix de s'attaquer aux transports de déchets radioactifs remonte à 1981 tandis que le choix d'articuler moyens d'actions légaux et illégaux est une constante dans les différentes vagues de contestation du programme électro-nucléaire, des années soixante-dix aux années quatre-vingt-dix. Les



dispositions pratiques du répertoire tactique mises en oeuvre pour ces deux mobilisations ainsi que pour les manifestations régionales du 15 octobre 2011 correspondent elles-aussi à des pratiques plus anciennes. Ainsi, le choix tactique de mettre à profit le territoire afin de publiciser le risque du nucléaire et faire participer le public (Chambru, 2012) rappelle l'enracinement local des mobilisations des années soixante-dix (Flaire, 1977). Les militants anti-nucléaires se sont donc réappropriés la crise engendrée par l'accident nucléaire de Fukushima afin de redéployer les leviers de mobilisations éprouvés au gré des luttes et des années passées : à savoir faire construire, à partir du territoire vécu par le public, un territoire stratégique remettant en cause le territoire institutionnalisé (Bourdeau, 2004). Autrement dit, il s'agit de faire du territoire un espace de résistance face à l'État, ainsi qu'un enjeu et un cadre de la participation du public.

Finalement, ce qui de prime abord semble inédit dans le choix tactique de la mouvance anti-nucléaire, ressemble à maints égards aux expressions de dynamiques contestataires qui se sont déployées dans le passé au sein de l'espace public. Ce qui change dans la période post-Fukushima, ce ne sont donc pas les modalités d'action de la mouvance anti-nucléaire, mais plutôt l'engagement de nouveaux militants dans la lutte, la mobilisation numérique significative du public dans les différentes mobilisations et le retour partiel du nucléaire dans le champ politique. Il est encore trop tôt, sauf à surestimer son importance et sa durabilité, pour dire s'il s'agit d'un simple soubresaut sans lendemain ou le point de départ de la résurgence d'une contestation d'envergure du programme électro-nucléaire, d'autant plus qu'elle n'est pas parvenue au cours de l'année 2011 à un engagement de sortie du nucléaire comme celui pris par l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

### **Conclusion**

Pour conclure, l'ensemble des discours célébrant la nouveauté et le caractère inédit des performances réalisées par les opposants à l'atome civil après la catastrophe nucléaire de Fukushima apparaissent à l'examen guère patents. Cette prétendue mise en forme originale de leurs revendications ne tient pas à l'observation des dynamiques contestataires de la mouvance anti-nucléaire sur le temps long. Il n'y a donc pas eu de ruptures ni de transformations significatives des modalités d'actions dans l'espace public, pas plus que de renouvellement des formes et des enjeux de la contestation : les apparences de la novation existant depuis de longue date au sein de l'activisme anti-nucléaire. Pour autant, cette crise est génératrice de dynamiques puisqu'elle s'apparente à un rebondissement, dans une vague

contestataire plus large, bousculant les rapports de force internes à la mouvance anti-nucléaire relatif à la définition du sens et des objectifs de la lutte tout en s'inscrivant dans des dynamiques anciennes. En plus de révéler le caractère routinier de l'innovation protestataire (Mathieu, 2011), elle constitue également un terrain d'observation privilégié des stratégies et des tactiques militantes à condition que le chercheur en sciences sociales se détache des discours et des attentes des acteurs sociaux en réinscrivant ses observations dans le temps long de la critique sociale du programme électro-nucléaire. Il s'agit donc de dépasser une approche normative et prescriptive en même temps qu'une vision fonctionnaliste et utilitariste des mouvements sociaux.

### **Bibliographie**

BECK Ulrich, 2011, « C'est le mythe du progrès et de la sécurité qui est en train de s'effondrer », *Le Monde*, 25 mars.

BODIN Cyrille et CHAMBRU Mikaël, 2012, « L'espace public sous l'emprise des normes technoscientifiques. L'impossible rencontre des mouvements sociaux et des acteurs scientifiques dans les débats publics de la CNDP », *Colloque international Communiquer dans un monde de normes : l'information et la communication dans les enjeux contemporains de la mondialisation*, Roubaix, 9 mars. (actes à paraître).

BOURDEAU Julie-Anne, 2004, « Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles », *Lien social et Politique*, n° 52, pp. 107-118.

CHAMBRU Mikaël, 2012 « Accident nucléaire de Fukushima : les enjeux d'une crise pour les opposants à l'atome. Entre publicisation du risque, participation du public et politisation du nucléaire », in *Actes des journées doctorales Sociétés et environnement – réflexions croisées sur les crises*, Marseille, mai, pp. 44-50.

CHAMBRU Mikaël, 2012, « Les dispositifs institutionnels de participation à l'épreuve de les dynamiques contestataires de la mouvance anti-nucléaire. Un cas révélateur des normes de l'engagement au sein de l'espace public ? », *Colloque international Le théâtre de la démocratie : pratiques délibératives des Anciens, résonances modernes*, Toulouse, 17 novembre. (actes à paraître).

CHATEAURAYNAUD Francis, 2011, « Le sens de l'irréversible. Chronique du nucléaire civil après Fukushima (1ère partie) », *Socio-informatique et argumentation*, 27 mai.

DACHEUX Eric, 1997, « Greenpeace : entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle ? », *Hermès*, n° 21, pp. 191-201.

FLAIRE Thierry et Dominique, 1977, *L'implantation des centrales nucléaires*, Amiens.

ION Jacques et al., *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

MATHIEU Lilian, 2010, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel.

MATHIEU Lilian, 2011 *La démocratie protestataire. Mouvement sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presse de Science-Po.

MATHIEU Lilian, 2012, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant.

MORIN Edgar, 1968, « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, 12, pp. 2-16.

OLLITRAULT Sylvie, 1999, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, n° 98, pp. 155-182.

SENECAL Michel, 2004, « Logiques d'acteurs et espace médiatique : contribution à la sociologie critique de la communication », in *Actes du Congrès de l'association internationale des sociologues de langue française*, Tours, 5-9 juillet.

TOURAINÉ Alain, 1980, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil.

TOURAINÉ Alain, 1981, « Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire », *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 1, p. 117-130.